

I.CERAM

Société anonyme

1 rue Columbia, LIMOGES 87280, FR

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

I.CERAM

Société anonyme

1 rue Columbia, LIMOGES 87280, FR

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'assemblée générale de la société I.CERAM

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société I.CERAM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre

son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 28 avril 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

The image shows a blue shield logo with a white checkmark on the left, and a handwritten signature in black ink on the right. The signature appears to be 'Aidan'.

Albert AIDAN



SA I.CERAM

PARC D ESTER
1 RUE COLUMBIA
87068 LIMOGES CEDEX

COMPTES ANNUELS

du 01/01/2021 au 31/12/2021

Activité : Fabrication appareils médicochirurgicaux

SOMMAIRE

BILAN	1
<i>ACTIF</i>	<i>1</i>
<i>Actif immobilisé</i>	
<i>Actif circulant</i>	
<i>PASSIF</i>	<i>2</i>
<i>Capitaux Propres</i>	
<i>Provisions pour risques et charges</i>	
<i>Emprunts et dettes</i>	
COMPTE DE RESULTAT	3
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	5
BILAN DETAILLE	7
<i>ACTIF</i>	<i>7</i>
<i>Actif immobilisé</i>	
<i>Actif circulant</i>	
<i>PASSIF</i>	<i>9</i>
<i>Capitaux Propres</i>	
<i>Provisions pour risques et charges</i>	
<i>Emprunts et dettes</i>	
<i>Compte de résultat détaillé</i>	<i>11</i>
ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS	14

BILAN (en Euros)

ACTIF	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amort.prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (0)				
Actif immobilisé				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Recherche et développement	74 449	74 449	-	-
Concessions, brevets, droits similaires	659 998	359 526	300 472	303 085
Fonds commercial	10 000	-	10 000	10 000
Autres Immobilisations incorporelles	1 000	-	1 000	-
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-
Constructions	137 780	78 676	59 104	70 568
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 787 082	1 552 903	234 179	441 006
Autres immobilisations corporelles	474 603	298 949	175 654	230 064
Immobilisations en cours	650 746	116 331	534 415	590 719
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	129 500	-	129 500	5 000
Participations évaluées selon mise en équivalence	-	-	-	-
Autres participations	972 987	429 200	543 787	390 307
Créances rattachées à des participations	610 472	199 538	410 934	557 203
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	14 613	-	14 613	14 613
TOTAL (I)	5 523 230	3 109 571	2 413 658	2 612 565
Actif circulant				
Matières premières, approvisionnements	163 830	-	163 830	171 038
En-cours de production de biens	768 309	-	768 309	846 174
En-cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	1 337 547	182 909	1 154 638	882 184
Marchandises	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	51 881	-	51 881	27 455
Clients et comptes rattachés	374 147	-	374 147	302 849
Autres créances	-	-	-	-
- Fournisseurs débiteurs	1 807	-	1 807	1
- Fournisseurs Avoirs à recevoir	13 945	-	13 945	-
- Personnel	400	-	400	2 200
- Organismes sociaux	-	-	-	-
- Etat, subventions à recevoir	19 907	-	19 907	26 769
- Opérations particulières avec l'Etat	0	-	0	3 399
- Etat, impôts sur les bénéfices	307 006	-	307 006	260 640
- Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	122 452	-	122 452	130 031
- Autres	152 280	-	152 280	239 703
Capital souscrit et appelé, non versé	-	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	127 979	-	127 979	131 570
Instrument de trésorerie	-	-	-	-
Charges constatées d'avance	80 564	-	80 564	105 218
TOTAL (II)	3 522 054	182 909	3 339 146	3 129 231
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des obligations (IV)	-	-	-	-
Ecarts de conversion actif (V)	-	-	-	-
TOTAL ACTIF (0 à V)	9 045 284	3 292 480	5 752 804	5 741 796

BILAN (en Euros)

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Capitaux Propres		
Capital social ou individuel (dont versé : 590 914,30)	590 914	590 914
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	2 547 818	3 919 948
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserve légale	22 515	22 515
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves réglementées	-	-
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	(570 792)	(1 372 130)
Subventions d'investissement	138 081	162 919
Provisions réglementées	-	-
Résultat de l'exercice précédent à affecter	-	-
TOTAL (I)	2 728 536	3 324 166
Produits des émissions de titres participatifs	-	-
Avances conditionnées	-	-
TOTAL (II)	0	0
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	-	-
TOTAL (III)	0	0
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
- Emprunts	1 838 586	917 079
- Découverts, concours bancaires	-	-
Emprunts et dettes financières diverses		
- Divers	156 434	163 274
- Associés	105 950	91 330
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	604 218	592 243
Dettes fiscales et sociales		
- Personnel	104 486	206 760
- Organismes sociaux	157 618	315 815
- Etat, Impôts et taxes recouvrables sur des tiers	1 501	5 539
- Etat, impôts sur les bénéficiaires	-	-
- Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	-	-
- Etat, obligations cautionnées	-	-
- Autres impôts, taxes et assimilées	28 888	24 773
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	77 002
Autres dettes	10 768	7 994
Instrument de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	15 819	15 819
TOTAL (IV)	3 024 268	2 417 629
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL PASSIF (I à V)	5 752 804	5 741 796

COMPTE DE RESULTAT (en Euros)

31/12/2021

31/12/2020

	France	Exportations	Total	Total
Ventes de marchandises	10 167		10 167	10 555
Production vendue biens	1 175 093	336 643	1 511 736	1 473 015
Production vendue services	39 721	12 929	52 650	53 023
Chiffre d'affaires net	1 224 980	349 572	1 574 552	1 536 594
Production stockée			150 010	(967)
Production immobilisée			(9 098)	22 003
Subventions d'exploitation			45 854	66 635
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			63 512	29 548
Autres produits			0	169
Total des produits d'exploitation (I)			1 824 831	1 653 982
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			7 769	4 696
Variation de stock (marchandises)			-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements			356 045	477 401
Variation de stock (matières premières et autres approv.)			7 208	(9 389)
Autres achats et charges externes			1 045 639	1 249 442
Impôts, taxes et versements assimilés			37 432	49 735
Salaires et traitements			670 000	859 021
Charges sociales			148 752	243 037
Dotations aux amortissements sur immobilisations			336 862	399 568
Dotations aux provisions sur immobilisations			66 776	22 268
Dotations aux provisions sur actif circulant			(0)	3 533
Dotations aux provisions pour risques et charges			-	-
Autres charges			53 306	43 669
Total des charges d'exploitation (II)			2 729 790	3 342 983
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			(904 959)	(1 689 001)
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			-	-
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			-	-
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			-	-
Produits financiers de participations			6 917	7 661
Produits des autres valeurs mobilières et créances			-	482
Autres intérêts et produits assimilés			464	163
Reprises sur provisions et transferts de charges			3 956	96
Différences positives de change			-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			21 135	30 326
Total des produits financiers (V)			32 472	38 729
Dotations financières aux amortissements et provisions			37 660	65 158
Intérêts et charges assimilées			8 810	6 723
Différences négatives de change			-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			48 665	34 453
Total des charges financières (VI)			95 136	106 334
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			(62 664)	(67 606)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			(967 623)	(1 756 607)

COMPTE DE RESULTAT (SUITE) (en Euros)

	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	7 488	20 657
Produits exceptionnels sur opérations en capital	79 438	102 493
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Total des produits exceptionnels (VII)	86 926	123 151
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 712	6 775
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	26 414	21 942
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-	-
Total des charges exceptionnelles (VIII)	28 127	28 716
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	58 800	94 434
Participation des salariés (IX)	-	-
Impôts sur les bénéfices (X)	(338 031)	(290 043)
Total des produits (I+III+V+VII)	1 944 229	1 815 861
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	2 515 021	3 187 991
RESULTAT NET	(570 792)	(1 372 130)
Dont Crédit-bail mobilier	164 484	117 582
Dont Crédit-bail immobilier	-	-

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (en Euros)

	31/12/2021	31/12/2020	Variation absolue	%
Ventes de marchandises	10 167	10 555	(389)	-3,68
- Coût direct d'achat	7 769	4 696	3 073	65,43
+/- Variation du stock de marchandises	-	-	-	
Marge commerciale (I)	2 398	5 859	-3 461	-59,07
Taux de marge commerciale	23,59%	55,51%		
+ Production vendue	1 564 385	1 526 039	38 347	2,51
+ Production stockée	150 010	(967)	150 977	15 616,78
+ Production immobilisée	(9 098)	22 003	(31 101)	-141,35
Production de l'exercice	1 705 298	1 547 075	158 223	10,23
- Matières premières et approvisionnements consommés	363 254	468 012	(104 759)	-22,38
- Sous-traitance directe	42 782	41 638	1 144	2,75
Marge brute sur production (II)	1 299 262	1 037 424	261 838	25,24
Taux de marge brute sur production	76,19%	67,06%		
Marge brute globale (I+II)	1 301 660	1 043 284	258 377	24,77
Taux de marge brute globale	75,88%	66,98%		
- Services extérieurs et autres charges externes	1 002 857	1 207 804	(204 947)	-16,97
Valeur ajoutée produite	298 803	(164 521)	463 324	281,62
Valeur ajoutée / chiffre d'affaires	18,98%	-10,71%		
+ Subventions d'exploitation	45 854	66 635	(20 780)	-31,19
- Impôts, taxes et versements assimilés	37 432	49 735	(12 303)	-24,74
- Salaires et traitements	670 000	859 021	(189 021)	-22,00
- Charges sociales	148 752	243 037	(94 285)	-38,79
Excédent brut d'exploitation	(511 527)	(1 249 680)	738 153	59,07
Excédent brut d'exploitation / chiffre d'affaires	-32,49%	-81,33%		
+ Reprise sur amortissements et provisions	63 512	26 631	36 881	138,48
- Dotations aux amortissements sur immobilisations	336 862	399 568	(62 706)	-15,69
- Dotations aux provisions sur immobilisations	66 776	22 268	44 508	199,87
- Dotations aux provisions sur actif circulant	(0)	3 533	(3 533)	-100,00
- Dotations aux provisions pour risques et charges	-	-	-	
+ Autres produits de gestion courante	0	169	(169)	-99,93
- Autres charges de gestion courante	53 306	43 669	9 636	22,07
+ Transfert de charges d'exploitation	-	2 917	(2 917)	-100,00
Résultat d'exploitation (hors charges et produits financiers)	(904 959)	(1 689 001)	784 042	46,42
Résultat d'exploitation / chiffre d'affaires	-57,47%	-109,92%		
+ Bénéfice attribué (quote part sur opérations en commun)	-	-	-	
- Perte supportée (quote part sur opérations en commun)	-	-	-	
+ Produits financiers de participations	6 917	7 661	(744)	-9,71
+ Produits des autres valeurs mobilières et créances	-	482	(482)	-100,00
+ Autres intérêts et produits assimilés	464	163	301	184,41
+ Reprises sur provisions financières	3 956	96	3 860	4 019,14
+ Différences positives de change	-	-	-	
+ Produits nets sur cession valeurs mobilières placement	21 135	30 326	(9 192)	-30,31
- Dotations financières aux amortissement et provisions	37 660	65 158	(27 498)	-42,20
- Intérêts et charges assimilées	8 810	6 723	2 087	31,04
- Différences négatives de change	-	-	-	
- Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements	48 665	34 453	14 212	41,25
Résultat courant avant impôts	(967 623)	(1 756 607)	788 984	44,92
Résultat courant / chiffre d'affaires	-61,45%	-114,32%		

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (SUITE) (en Euros)

	31/12/2021	31/12/2020	Variation absolue	%
+ Produits exceptionnels sur opérations de gestion	7 488	20 657	(13 169)	-63,75
+ Produits exceptionnels sur opération de capital	79 438	102 493	(23 055)	-22,49
+ Reprises sur provisions & transferts de charges exceptionnelles	-	-	-	
- Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 712	6 775	(5 062)	-74,72
- Charges exceptionnelles sur opérations en capital	26 414	21 942	4 473	20,38
- Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-	-	-	
Résultat exceptionnel	58 800	94 434	-35 635	-37,73
- Participation des salariés aux résultats	-	-	-	
- Impôts sur les bénéfices	(338 031)	(290 043)	(47 988)	16,55
Résultat net comptable	(570 792)	(1 372 130)	801 338	58,40
Résultat net / chiffre d'affaires	-36,25%	-89,30%		

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Au bilan de l'exercice clos le 31/12/2021 le total avant répartition est de 5 752 803,83 euros.

Au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2021 le résultat constaté est de – 570 791,96 euros.

Ce résultat est présenté sous forme de liste.

L'exercice a eu une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

SOMMAIRE

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1.1 Règles et méthodes comptables*
- 1.2 Continuité d'exploitation*
- 1.3 Informations complémentaires pour donner une image fidèle*

2. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- 2.1 Etat des immobilisations*
- 2.2 Etat des amortissements*
- 2.3 Etat des provisions*
- 2.4 Etat des échéances des créances et des dettes*
- 2.5 Parties liées*
- 2.6 Fonds commercial*
- 2.7 Produits et avoirs à recevoir*
- 2.8 Charges à payer et avoirs à établir*
- 2.9 Charges et produits constatés d'avance*
- 2.10 Composition du capital social*
- 2.11 Mouvements des capitaux propres*
- 2.12 Ventilation du chiffre d'affaires net*
- 2.13 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices*

3. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- 3.1 Engagements financiers*
- 3.2 Rémunérations des dirigeants*
- 3.3 Honoraires des Commissaires Aux Comptes*
- 3.4 Effectif moyen temps plein*
- 3.5 Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés*
- 3.6 Tableaux des filiales et participations*

1. Règles et méthodes comptables

1.1 Règles et méthodes comptables :

Les comptes annuels d' I.Ceram clos au 31 décembre 2021 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France et notamment le plan comptable général, le règlement de l'ANC n° 2016-07 du 04 novembre 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice,
- Indépendance des exercices.

1.2 Continuité d'exploitation :

Depuis sa création, la société a financé ses activités et en particulier sa recherche et son développement au moyen de trois augmentations de capital et du crédit d'impôt recherche, le financement de son outil de production par des subventions, emprunts et avances remboursables. Depuis 2015, la société a continué à procéder avec succès aux implantations sur des pathologies dont nous représentons parfois l'ultime solution grâce à notre technologie Ceramil.

Notre technologie est désormais reconnue par un Think Tank Santé comme une innovation médicale majeure qui ouvre une voie nouvelle dans le traitement des infections osseuses et dans la chirurgie oncologique. Parallèlement, les implantations cliniques avec cette technologie ont bénéficié d'articles parus dans des revues scientifiques de premier plan.

À ce jour, la Société par le développement de ses céramiques poreuses chargées ou non en molécules actives, continue sa stratégie de développement sur des marchés actuellement non pourvus, à coût de santé public élevé pour le traitement de ces pathologies qui se compte par plusieurs centaines de milliers d'euros.

La crise sanitaire mondiale de la Covid-19 a engendré du retard dans le développement du chiffre d'affaire de la Société.

La Société a mis à jour ses prévisions de trésorerie sur la base de prévisions d'activités en légère croissance par rapport à l'exercice 2021 et de la poursuite des efforts en matière de réduction des dépenses.

Enfin, la société ne s'interdit pas d'étudier des options de financement (dette, capital, restructuration) afin d'adapter à moyen terme sa structure financière à ses besoins.

Sur des hypothèses excédentaires de trésorerie positive à juin 2023, la direction a arrêté les comptes en confirmant le respect du principe de continuité d'exploitation.

1.3 Informations complémentaires pour donner une image fidèle :

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- les frais de recherche et développement répondant aux critères d'activation dès lors qu'aucune demande au titre du crédit d'impôt recherche n'a été demandé pour les dites dépenses. Dans le cas contraire (constitutives de l'essentiel des dépenses engagées), les dépenses restent en charge,
- les logiciels,
- le fonds de commerce.

Les frais de recherche et développement sont amortis sur 7 années.
Des provisions sont constituées s'il est identifié un risque sur l'utilisation des brevets concernés.

Les logiciels sont amortis de 1 à 3 années.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis, dès lors qu'ils ne portent pas sur une durée définis d'utilisation. Ils font par contre l'objet d'une provision, dès qu'un risque est identifié concernant le maintien de l'activité correspondante.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts nécessaires à l'acquisition de ces immobilisations ne sont pas pris en compte dans la détermination du coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|--|------------|
| - Matériels et outillages industriels | 2 à 5 ans |
| - Installations générales et agencements | 5 à 10 ans |
| - Matériels de transport | 3 à 5 ans |
| - Matériels de bureau | 3 à 10 ans |
| - Mobilier | 5 à 10 ans |

Dépréciation des actifs :

Les immobilisations doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier la présence d'un indice de perte de valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif),
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, intervenus au cours de l'exercice ou dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu,
- Les changements normatifs.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement,
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif,
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions,
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Ces tests ont démontrés que les ancillaires présents dans les immobilisations en-cours depuis 3 ans sont dépréciés à hauteur de 25 %. Une dépréciation complémentaire de 25 % par an sera effectuée par année de présence dans les immobilisations en-cours jusqu'à atteindre une dépréciation de 100 %.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées :

- De titres de I.CERAM détenus en autocontrôle
- De titres de la société I.CERAM SRO, détenue à 95%
- De titres de la société I.CERAM PT, détenue à 100%
- De titres de la société I.CERAM U.F., détenue à 100%
- De titres de la société LIMOUSINE DE BREVET, détenue à 95%
- De titres de la société I.CERAM SOUTH AFRICA, détenue à 33,33%
- De titres de la société ADDIDREAM, détenue à 49%
- De titres de la société DUSSARTRE, détenue à 41,18%
- Des titres d'autocontrôles
- De dépôts de garanties
- De créances rattachées aux participations

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks de matières premières sont évalués au coût d'achat.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant :

- les consommations,
- les charges directes et indirectes de production,
- les amortissements des biens concourant à la production.

Les en-cours de production sont évalués en fonction du stade d'achèvement à la date d'inventaire.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêtés des comptes, selon que :

- la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus serait supérieure à la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente,
- des produits finis non vendus seraient devenus obsolètes par rapport au marché,
- les produits ne seraient plus autorisés sur le marché,
- les possibilités de vente des produits finis ou des marchandises, ou que les possibilités de consommation des matières premières seraient devenues faibles.

Les impacts liés à d'éventuels dépassements de dates de péremption sont considérés après étude comme marginaux en termes de risque de dépréciation, la plupart de ces produits pouvant être remis dans le circuit de production et le circuit de commercialisation après une re-stérilisation.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CHIFFRE D'AFFAIRES

En règle générale, les produits sont mis en prêt sur une période maximale de 30 jours auprès de clients occasionnels alors que pour les clients réguliers ils sont mis en dépôts permanent.

Les clients utiliseront, à l'intérieur des « kits » mis à disposition, les produits adaptés à l'opération envisagée.

Seuls les produits commandés ou effectivement implantés sur les patients sont facturés sur la base de la déclaration d'utilisation faite par le client.

Un inventaire pour contrôle des stocks en dépôt est effectué de façon périodique. L'écart constaté lui est facturé.

Le chiffre d'affaires se décompose comme suit :

1. Les « Ventes de marchandises » correspond à la vente d'implants orthopédiques de négoce auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire.
2. La « Production vendue de biens » correspond aux ventes d'implants orthopédiques vendus sous la marque I.Ceram auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire.
3. La « Production vendue de services » est principalement constituée de prestations liées à des commissions sur le chiffre d'affaire de négoce non facturées en direct par la société.

RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les éléments exceptionnels hors activités ordinaires constituent le résultat exceptionnel.

Des charges et des produits exceptionnels ont été comptabilisés sur l'exercice selon le détail suivant :

- Un produit lié à une subvention d'investissement pour 24 838,24 €,
- Un produit de 29 600 € lié aux cessions d'immobilisations corporelles diminué d'une valeur nette comptable de 20 784,13 €,
- Des amendes diverses pour 1 712,46 €,
- Des profits sur des dettes devenues inexigibles pour 7 488,17 €,
- Des gains exceptionnels sur exercice antérieur pour 25 000 €,
- Des pertes exceptionnelles sur exercice antérieur pour 5 630,17 €.

DEPENSES DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT / CREDIT IMPOT RECHERCHE

Le Groupe I.Ceram a fait le choix de comptabiliser l'ensemble des dépenses de recherche et développement en charges.

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt recherche (CIR).

Le CIR est calculé par année civile et s'impute, le cas échéant, sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise.

Le CIR afférent à 2021 a été comptabilisé à la clôture de l'exercice pour un montant de 307 006 €.

Cependant le compte de résultat fait apparaître un montant de 338 031 €. La différence résulte d'un complément de remboursement pour 31 025 € pour l'année 2020.

L'entreprise, ne payant actuellement aucun impôt sur les sociétés, demande le remboursement du CIR.

Evènements significatifs de l'exercice

Eléments relatifs à l'exploitation :

Poursuite des activités en matière de recherche et développement de nouveaux produits

La société a continué les travaux de recherche entrepris sur de nouvelles technologies et produits, avec le concours d'un comité scientifique. Il est composé de chirurgiens et de spécialistes issus des établissements de santé publics et privés.

La société a fait parler d'elle, de façon très importante suite au succès d'une opération chirurgicale. Il s'agit de la pose de deux implants CERAMIL chargés en antibiotiques qui a permis à un patient d'éviter l'amputation. Le Centre Hospitalier d'Aurillac a été le premier à annoncer ce succès, suivi d'un communiqué de presse de la Société pour ensuite être repris par des journalistes du monde entier.

La société a réalisé une augmentation de capital par diminution de compte courant sur sa filiale I.Ceram UF. Le nouveau capital de la filiale s'élève ainsi à 300 000 €.

La société a effectué un regroupement d'actions par échange d' 1 action nouvelle contre 20 actions anciennes. La valeur nominale de l'action est ainsi passé de 0,10€ à 2€.

En décembre 2021, a été publiée la première thèse de médecine sur l'implant sternal CERAMIL. Cette thèse, soutenue par le Docteur Anaëlle Chermat, confirme que l'implant sternal simplifie la technique de reconstruction sternale et en améliore les suites opératoires en la rendant reproductible dans des pathologies complexes.

Financement

La société a obtenu un complément de PGE auprès de sa banque et de la BPI pour un montant total de 1 036 000 euros.

La société a également fait financer un véhicule commercial pour 31 650 euros.

Evènements postérieurs à la clôture

La société est en relation avec l'URSSAF pour obtenir une autorisation de décalage des 4 dernières échéances de l'échéancier mis en place suite à la crise du Covid-19. Ces 4 dernières échéances représente un montant total de 95 071 euros.

A ce stade, les dirigeants de la société n'anticipent pas d'impact sur le chiffre d'affaires en 2022 suite à la guerre en Ukraine.

2. Complément d'informations relatif au bilan et au compte de résultat

2.1 Etat des immobilisations (en Euros)

Valeur brute des immobilisations	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Frais de recherche et de développement	74 449				74 449
Concessions, brevets et droits similaires	679 883	639		20 524	659 998
Fonds commercial	10 000				10 000
Constructions	137 780				137 780
Inst. tech., matériels et out. industriels	1 768 210	40 248		21 376	1 787 082
Inst. générales, agencements, aménagements divers	198 149				198 149
Matériels de transport	203 883	31 390		69 386	165 887
Autres immobilisations corporelles	128 684	10 054		28 172	110 566
Immobilisations corporelles en cours	663 669	125 675		9 098	780 246
Immobilisations incorporelles en cours	-	1 000			1 000
Immobilisations financières	1 557 156	217 206		176 290	1 598 072
TOTAL	5 421 863	426 212	-	324 846	5 523 230

2.2 Etat des amortissements (en Euros)

Valeur des amortissements	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Frais de recherche et de développement	74 449				74 449
Concessions, brevets et droits similaires	176 798	3 253		20 524	159 526
Fonds commercial					
Constructions	67 212	11 464			78 676
Inst. tech., matériels et out. industriels	1 327 204	247 075		21 376	1 552 903
Inst. générales, agencements, aménagements divers	91 436	19 815			111 251
Matériels de transport	94 477	47 554		48 601	93 429
Autres immobilisations corporelles	114 739	7 701		28 172	94 269
Immobilisations corporelles en cours					
Immobilisations financières					
TOTAL	1 946 314	336 862	-	118 673	2 164 503

2.3 Etat des provisions (en Euros)

Valeur des provisions	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Amortissements dérogatoires					
Dont majoration exceptionnelle de 30%					
Autres provisions réglementées					
Pour risques et charges	-				-
Sur immobilisations	862 984	104 437		22 353	945 068
Sur stocks et en-cours	227 487			44 579	182 909
Sur clients et comptes rattachés	537			537	-
Autres dépréciations					
TOTAL	1 091 009	104 437	-	67 468	1 127 977

2.4 Etat des échéances des créances et des dettes (en Euros)

Etat des créances	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	610 472		610 472
Prêts	-		
Autres immobilisations financières	14 613		14 613
Clients douteux ou litigieux	-	-	
Autres créances clients	374 147	374 147	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	400	400	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	-	-	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Etat, subventions à recevoir	19 907	19 907	
- Opérations particulières avec l'Etat	0	0	
- Impôts sur les bénéfices	307 006	307 006	
- TVA	122 452	122 452	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupes et associés			
Débiteurs divers	168 032	168 032	
Charges constatées d'avance	80 564	42 224	38 341
TOTAL	1 697 593	1 034 167	663 426
Montant des prêts accordés dans l'exercice	-		
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à un an maximum	-	-		
- plus d'un an	1 838 586	246 560	1 592 026	
Emprunts et dettes financières divers	156 434	156 434		
Fournisseurs et comptes rattachés	604 218	604 218		
Personnel et comptes rattachés	104 486	104 486		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	157 618	157 618		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Etat, Impôts et taxes recouvrables sur des tiers	1 501	1 501		
- Impôts sur les bénéfices	-	-		
- TVA	-	-		
- Obligations cautionnées	-	-		
- Autres impôts et taxes	28 888	28 888		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-		
Groupe et associés	105 950	1 252	104 698	
Autres dettes	10 768	10 768		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	15 819	15 819		
TOTAL	3 024 268	1 327 544	1 696 724	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 064 603			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	143 096			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

2.5 Parties liées (en Euros)

31/12/2020

	DUSSARTRE	ADDIDREAM	I.CERAM AFRIQUE DU SUD	INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT
COMPTES COURANTS BLOQUES		270 000		
AVANCES (CONVENTIONS TRESORERIE, COMPTES FOURNISSEURS ET CLIENTS)	33 683	17 343	51 536	151 143
COMPTES COURANTS ASSOCIES				
TOTAL	33 683	287 343	51 536	151 143

31/12/2021

	DUSSARTRE	ADDIDREAM	I.CERAM AFRIQUE DU SUD	INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT
COMPTES COURANTS BLOQUES		270 000		
AVANCES (CONVENTION TRESORERIES, COMPTES FOURNISSEURS ET CLIENTS)	27 940	33 686	84 713	152 280
COMPTES COURANTS ASSOCIES				
TOTAL	27 940	303 686	84 713	152 280

2.6 Fonds commercial (en Euros)

Fonds commercial

	ACHETES	REEVALUES	RECUS EN APPORT	MONTANT
I.CERAM SRO - REPUBLIQUE TCHEQUE	10 000			10 000
TOTAL	10 000	-	-	10 000

2.7 Produits et avoirs à recevoir (en Euros)

MONTANT DES PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

MONTANT TTC

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	9 762
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances (dont avoir à recevoir : 0,00)	2 814
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	12 576

2.8 Charges à payer et avoirs à établir (en Euros)

MONTANT DES CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 322
Emprunts et dettes financières divers	1 094
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	163 739
Dettes fiscales et sociales	65 965
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoir à établir :)	-
TOTAL	233 120

2.9 Charges et produits constatés d'avance (en Euros)

REPARTITION DES MONTANTS DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	CHARGES	PRODUITS
Charges / Produits d'exploitation	80 564	15 819
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	80 564	15 819

2.10 Composition du capital social (en Euros)

EVENEMENTS LIES AU CAPITAL SOCIAL	NOMBRE	VALEUR NOMINALE
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	5 909 143	0,10
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice	(3)	0,10
Actions / parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice	295 457	2,00

2.11 Mouvements des Capitaux Propres (en Euros)

	Capital	Prime d'émission	Réserve légale	Résultat de l'exercice	Subvention d'investissement	TOTAL
Au 31 décembre 2020	590 914	3 919 948	22 515	-1 372 130	162 919	3 324 166
Résultat 2020		(1 372 130)				(1 372 130)
Mouvements				801 338	(24 838)	776 499
Augmentation de capital	(0,30)	-	-	-	-	(0,30)
Au 31 décembre 2021	590 914	2 547 818	22 515	-570 792	138 081	2 728 536

2.12 Ventilation du chiffre d'affaires net (en Euros)

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE	MONTANT
Ventes de marchandises	10 167
Ventes de produits finis	1 511 736
Prestations de services	52 650
TOTAL	1 574 552

REPARTITION PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE	MONTANT
France	1 237 909
Etranger	336 643
TOTAL	1 574 552

2.13 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (en Euros)

REPARTITION DU RESULTAT ET IMPOT SUR LES BENEFICES	RESULTAT AVANT IMPOTS	IMPOTS
Résultat courant	(967 623)	-
Résultat exceptionnel (et participation)	58 800	-
Impôts sur les bénéfices (CII-CIR)	-	338 031
Résultat comptable	(570 792)	-

3. Engagements financiers et autres informations

3.1 Engagements financiers (en Euros)

ENGAGEMENTS DONNES

MONTANT

Crédits baux mobiliers	1 222 656
Avals et cautions	
Nantissement du fonds de commerce	
Autres engagements donnés	630 000

TOTAL 1 852 656

Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	630 000
Dont engagements assortis de sûretés réelles	1 222 656

ENGAGEMENTS RECUS

MONTANT

Avals, cautions et garanties	
Autres engagements reçus	54 192

TOTAL 54 192

Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	54 192
- BPI	

ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL

MONTANT

Valeur des biens pris en crédit-bail au moment de la signature du contrat	1 572 000
Montant des redevances afférentes à l'exercice ainsi que le montant cumulé des redevances des exercices précédents	872 823
Dotations aux amortissements qui auraient été enregistrées pour ces biens au titre de l'exercice clos s'ils avaient été acquis par l'entité ainsi que le montant cumulé des amortissements qui auraient été acquis par l'entité ainsi que le montant cumulé des amortissements qui auraient été effectués au titre des exercices précédents	1 472 800
Evaluation des redevances restantes à payer ainsi que du prix d'achat résiduel de ces biens stipulés aux contrats	354 816
	<i>Dont à moins d'un an</i> 135 252
	<i>Dont à plus d'un an et moins de 5 ans</i> 203 844
	<i>Dont prix d'achat résiduel au terme</i> 15 720

3.2 Rémunérations des dirigeants (en Euros)

	MONTANT
REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES :	
- des organes d'administration (jetons de présence)	28 500
- des organes de direction	65 400
- des organes de surveillance	
TOTAL	93 900

3.3 Honoraires des Commissaires Aux Comptes (en Euros)

	MONTANT
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	36 588
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
TOTAL	36 588

3.4 Effectif moyen temps plein

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
- Cadres	7	
- Agents de maîtrise	2	
- Employés	13	
- Ouvriers	12	
TOTAL	34	0

3.5 Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés (en Euros)

	DIRIGEANTS	AUTRES	PROVISIONS
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité	7 697	11 816	
TOTAL	7 697	11 816	-

Le montant du paiement des engagements futurs correspond aux avantages accordés aux salariés. Il est évalué selon une méthode actuarielle, en prenant des hypothèses concernant :

- l'évolution des salaires,
- l'âge de départ à la retraite,
- la mortalité.

Cette évaluation est ramenée à sa valeur actuelle. Ces engagements s'élevaient au 31 décembre 2021 à 19 513 €.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- o Année de calcul : 2021
- o Taux d'actualisation : 0,70 %
- o Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- o Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans
- o Convention collective : Métallurgie
- o Table de mortalité : TPRV 93

Le salarié qui partira en retraite, de son initiative ou de celle de l'employeur à un âge égal ou supérieur à 62 ans, recevra une indemnité de départ à la retraite dont le taux et les modalités sont fixés comme suit (application de la convention collective de la Métallurgie) :

- 1/10ème de mois par année d'ancienneté de 2 à 10 ans
- 1 mois 1/2 après 10 ans
- 2 mois après 15 ans
- 2 mois 1/2 après 20 ans
- 3 mois après 25 ans
- 3 mois 1/2 après 30 ans
- 4 mois après 35 ans

Il n'est pas tenu compte de la présence postérieure au 62^{ème} anniversaire.

3.6 Tableaux des filiales et participations (en Euros)

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par la Société	Cautions et avals donnés par la Société	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex.
A - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations										
Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
I.CERAM SRO - REPUBLIQUE TCHEQUE	36 994	(49 880)	100	2 500	-	96 875		6 682	(963)	
LIMOUSINE BREVET	4 000	86 860	95	191 800	-	-		14 621	15 618	
I.CERAM PORTUGAL	50 000	(150 711)	100	50 000	-	102 663		3 419	(4 622)	
I.CERAM U.F	300 000	(156 602)	100	300 000	300 000	25 633		-	(62 108)	
Filiales (10 à 50% du capital détenu)										
ADDIDREAM	336 000	(550 599)	49	164 640	164 640	296 163	900 000	259 741	(176 606)	
I.CERAM AFRIQUE DU SUD	60 000	(24 454)	1/3	20 000	20 000	35 581		74 639	(15 263)	
DUSSARTRE	17 000	4 601	41	7 000	7 000	27 161		296 281	(43 738)	
B - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations										
Filiales non reprises en A										
a) Françaises										
b) Etrangères										
Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
a) Françaises										
b) Etrangères										